

## Compte-rendu

### Groupe de discussion conjoint NWWAC/NSAC/MAC

#### Brown Crab Réunion virtuelle via Teams

18 octobre 2022 | 09 :00 – 10 :30 IE | 10 :00 – 11 :30 CET

#### Participants

Enda Conneely	IIMRO	NWWAC
Sarah Horsfall	EMPA	MAC
Salomé Khatib	CNPMEM	NWWAC/NSAC
John Lynch	IS&EFPO	NWWAC
Mo Mathies	NWWAC Secretariat	
Geert Meun	VisNed	NWWAC/NSAC
Partick Murphy	IS&WFPO	NWWAC
Aodh O'Donnell	IFPO	NWWAC
Norah Parke	KFO	NWWAC/MAC
Pedro Reis Santos	MAC Secretariat	
Tamara Talevska	NSAC Secretariat	
Pim Visser	VisNed	MAC
Jaroslawn Zieliński	Polish Fish Producers Organisation	MAC

#### 1. Accueil et présentations

Mo Mathies souhaite la bienvenue à tous les participants qui se sont présentés au groupe. L'ordre du jour est adopté.

#### 2. Élection du président du groupe de discussion

Norah Parke a été élue présidente de ce groupe de discussion.

Elle a expliqué le contexte et les raisons de la mise en place de ce FG. Comme le crabe brun est une espèce qui ne fait pas l'objet d'un quota, il est difficile d'introduire des restrictions. Des solutions doivent être trouvées rapidement, car de plus en plus d'efforts seront consacrés à la pêche au crabe. Elle a estimé qu'il était important de veiller à ce que le groupe ait une vue d'ensemble complète des détails de l'effort actuel. Bien que cette question ait déjà été abordée dans les travaux antérieurs du FG, elle a estimé que ces informations devaient être collectées de manière plus agressive pour éclairer le travail du FG.

Patrick Murphy est d'accord pour dire que lorsque les prises diminuent, l'effort augmente, en particulier dans les pêcheries côtières de crabe brun, où la masse critique est atteinte plus tôt, de sorte que les pêcheurs doivent abandonner la pêche parce qu'elle n'est plus viable. Et ils ne peuvent pas déplacer de terrain parce que les bateaux ne sont que petits.

Parke a déclaré que les plus grands bateaux hauturiers sont également touchés par cette situation, en particulier en mer du Nord, où il y a très peu de flexibilité pour se déplacer vers d'autres terrains en raison d'autres activités.

Pim Visser a ajouté qu'il est très inquiétant de savoir ce qui se passe en mer du Nord et que les stocks pourraient bien être déjà surexploités. Bien qu'il y ait des restrictions volontaires, d'autres bateaux sont venus pour pêcher autant qu'ils le pouvaient. Les autorités nationales et l'UE semblent incapables d'organiser une quelconque gestion ou protection du stock. Il existe des possibilités de coexistence avec les parcs éoliens et il existe un intérêt pour la création de possibilités de pêche dans les parcs éoliens, ce qui ouvre des possibilités pour les plans de gestion dans ces zones. Les CA devraient s'efforcer de se tenir autant que possible à l'écart de l'intervention de la Commission.

Parke a ajouté que l'énergie renouvelable offshore pourrait être une opportunité, bien qu'elle se demande dans quelle mesure les opérateurs seraient disposés à autoriser la pêche dans ces zones. De plus, il pourrait y avoir un risque pour les pêcheurs dans ces zones.

M. Visser a déclaré qu'il existe un régime différent dans chaque État membre, mais qu'en mer du Nord, il y aura une exigence de coexistence. Il estimait qu'il était nécessaire d'avoir un membre allemand dans ce groupe.

**ACTION :** Le secrétariat assurera le suivi de Peter Breckling, qui avait été membre de l'ancien groupe de travail conjoint.

Sarah Horsfall a déclaré qu'au Royaume-Uni, ils ont essayé pendant de nombreuses années d'obtenir une colocation. Le gouvernement est d'accord avec cela, mais il refuse d'inclure cette exigence dans les conditions de licence des exploitants de parcs éoliens. Tant que cet obstacle politique n'est pas surmonté, il n'y a pas d'issue au Royaume-Uni.

John Lynch a abondé dans le même sens que l'orateur précédent, déclarant que c'était similaire à ce qui se passe actuellement en Irlande. Il a estimé qu'il pourrait y avoir une certaine possibilité d'engins statiques, mais les promoteurs ne sont pas très coopératifs avec les pêcheurs sur le terrain. Il a déclaré que la plupart de leurs membres étaient de petits opérateurs saisonniers de pêche au crabe brun, certains sur la côte sud de l'Irlande et d'autres dans la mer d'Irlande.

Aodh O'Donnell a mentionné que, du point de vue des mesures de gestion, le groupe devrait examiner les mesures prises dans d'autres États membres, par exemple la taille minimale, et qu'aucun crabe mou en mue ne devrait être capturé, éventuellement avec des sanctions en place.

Le président a déclaré que l'application des restrictions serait problématique. Elle a également ajouté que la capture du crabe pour l'appât du buccin est toujours un problème et contribue à la dégradation du stock.

Pedro Reis Santos a souligné que du point de vue de la MAC, les principaux problèmes sont les voies d'accès au marché, les problèmes sanitaires, le commerce vers la Chine et d'autres pays asiatiques.

Enda Conneely a estimé que d'autres juridictions telles que les États-Unis et leurs approches pourraient être examinées.

### 3. Cadre de référence

Le président entame l'examen des termes de référence.

Le secrétariat de la NWWAC a été confirmé pour animer le groupe de discussion.

Murphy a suggéré d'élargir les connaissances scientifiques sur le cycle de vie du crabe afin que des mesures temporaires d'évitement et de minimisation puissent être introduites. Il a déclaré que d'autres pays ont introduit de nouvelles technologies d'engins pour permettre aux petits crabes de s'échapper, par exemple dans le Maine, aux États-Unis.

Le président a déclaré que cela pourrait ne pas fonctionner aussi facilement en Europe en raison de la façon dont le crabe est mesuré. Mais il est essentiel d'éviter d'attraper des glucides plus petits pour éviter qu'ils n'entrent dans la chaîne d'approvisionnement de la consommation non humaine.

Le mandat a été approuvé.

Le président a fait remarquer que les membres doivent contacter leurs organismes scientifiques nationaux pour demander un état actuel des stocks de crabe. Elle a ajouté qu'en Irlande, un projet d'appât pour buccins est actuellement en cours et qu'une mise à jour est attendue cette semaine.

Horsfall a expliqué qu'il n'y a pas de projets en cours sur les appâts pour buccins et a ajouté qu'il n'est pas logique de débarquer le crabe à carapace molle car il y a si peu de viande. La question de l'appât est épineuse, car lorsque le prix du crabe baisse, l'utilisation comme appât devient un problème plus important. Elle a estimé qu'il fallait appâter du crabe, car il y a une préférence pour la viande blanche, en particulier dans l'UE, de sorte que la viande brune peut être utilisée comme appât. Mais le Royaume-Uni n'envisage pas d'interdire l'utilisation du crabe comme appât pour le bulot.

Mathies a mentionné un projet BIM réalisé en 2019 sur l'utilisation du matériau de l'obligation de débarquement comme appât pour le bulot. Elle ne sait pas si le rapport sur ce projet est accessible au public.

**ACTION :** Mathies doit contacter BIM au sujet de ce projet et faire circuler tous les documents officiels disponibles.

M. O'Donnell demande si les membres devraient envoyer une lettre type aux instituts scientifiques nationaux.

Le président estime que les membres peuvent communiquer avec leurs propres instituts de recherche nationaux pour obtenir une mise à jour sur l'état des stocks :

Norah Parke – Institut marin Salomé

Khatib – IFREMER

Geert Meun – Université de Wageningen

Sarah Horsfall – Royaume-Uni

Jarek Zielidźski – Institut de recherche polonais

**ACTION :** Les membres doivent communiquer avec les instituts de recherche concernés pour obtenir une mise à jour sur l'état des stocks.

Salomé Khatib a ajouté que le Comité national des crustacés se réunirait fin novembre pour discuter des stocks de crabes et de questions telles qu'un parasite en Bretagne qui oblige de nombreux pêcheurs à se diversifier, par exemple pour attraper le poulpe.

Parke a ajouté qu'il serait utile d'avoir une mise à jour sur la question des parasites.

M. Horsfall a ajouté qu'une réponse officielle du gouvernement avait été reçue à ce sujet, mais qu'elle était contestée, car on estimait que cette réponse était incorrecte. Un projet est en cours concernant la limitation de la pêche et une meilleure gestion, de sorte que les informations sur les stocks devraient être facilement accessibles.

Geert Meun a déclaré qu'aux Pays-Bas, on constate une augmentation du nombre de pêcheurs qui tentent de gagner leur vie grâce à la pêche au crabe brun. Il avait contacté l'Université de Wageningen plus tôt cette année au sujet d'informations sur les stocks de crabe brun, mais aucune information n'était disponible à l'époque. Il recontactera Wageningen Marine.

Parke a ajouté que les Pays-Bas étaient une énorme plaque tournante pour la chaîne d'approvisionnement du crabe, mais que peu de pêcheurs néerlandais sont directement impliqués dans la pêche.

M. Lynch a fait remarquer que la question de l'appât pour le buccin comporte deux aspects. D'une part, le crabe semble être ciblé comme appât, mais d'autre part, pour les petits bateaux côtiers, il s'agit d'une pêche de soutien pour la pêche au bulot. Les griffes sont mangées, mais les corps sont ensuite utilisés comme appâts, de sorte que les pêcheries se soutiennent mutuellement. Il a convenu qu'il était important de ne pas cibler les crabes à certaines périodes de l'année, par exemple lorsqu'ils muent. Il a estimé qu'il est plus facile de pêcher le crabe puisqu'il s'agit d'une espèce qui n'est pas soumise à un quota et a averti qu'il était important de ne pas augmenter la charge réglementaire pour les petits pêcheurs.

Le président se demande s'il est utile d'avoir plus de données sur les différentes tailles d'exploitations et s'il est possible de faire une distinction entre les personnes qui peuvent utiliser le crabe comme appât.

En ce qui concerne les AMP, le Président a estimé que les principaux problèmes se situeraient en mer du Nord. Elle a déclaré que les navires de la KFO sont devenus très limités dans leur pêche et qu'il faut voyager plus longtemps pour atteindre les zones de pêche. Elle a ajouté que très peu d'accès aux développements de l'énergie éolienne offshore sont accordés.

Elle a estimé que davantage de données étaient nécessaires pour étayer ce fait. En ce qui concerne la réduction des émissions et ses effets sur l'industrie, elle se demande si les membres disposent d'informations. Des agences nationales telles que le BIM pourraient être invitées à réaliser des évaluations d'impact sur les effets et les mesures d'atténuation potentielles. En ce qui concerne la DG SANTE et la DG COMMERCE, elle estime qu'il y a un manque de contribution et se demande qui pourrait aider.

M. Visser a déclaré que des informations avaient été demandées par le biais du MAC et que la DG SANTE avait spécifiquement indiqué les États membres. Cependant, les pêcheurs de toute l'UE devraient être soumis à des conditions de concurrence équitables en ce qui concerne les niveaux de cadmium. La Chine semble modifier la réglementation, et cela devrait s'appliquer à tous les pêcheurs de l'UE. Discuter de cette question avec les autorités néerlandaises est semé d'embûches, et le

groupe devrait se concentrer sur des conditions de concurrence équitables pour tous les pêcheurs de l'UE, quel que soit l'endroit où ils ont été pêchés. Le groupe devrait déterminer qui établit ces règles du jeu équitables.

Horsfall a déclaré que le Royaume-Uni avait beaucoup d'expérience en matière d'exportation vers la Chine et qu'il autorisait à rencontrer ses homologues chinois chaque semaine. Elle a déclaré que le changement en Chine n'en est pas vraiment un. L'ancien directeur est passé à autre chose et le nouveau directeur peut interpréter les règles différemment. Elle a estimé qu'il est clair que tout le crabe brun provenant de l'UE provient de la FAO 27, pêché par les mêmes navires dans la même région. Il n'est pas possible de les distinguer l'un de l'autre. Et ce n'est pas parce qu'il est exporté via la Hollande qu'il s'agit d'un crabe hollandais. Elle a estimé que le problème incluait le fait que la Chine a un gros problème de cadmium provenant des céréales, de sorte que leur charge de cadmium dans la population est beaucoup plus élevée que dans l'UE. L'autre problème, c'est qu'il s'agit d'une question politique qui n'a rien à voir avec la pêche. Elle a ajouté qu'en ce qui concerne les autorités de l'UE, la DG SANTE a des propositions pour introduire des niveaux d'arsenic inorganique. D'après l'expérience du Royaume-Uni, elle affirme que tous les crabes de l'UE de la FAO 27 échoueraient à cet objectif. Le Royaume-Uni a mis en place un système de test robuste, qui pourrait être utilisé par des producteurs non britanniques.

Reis Santos a déclaré que la MAC avait discuté à plusieurs reprises de l'exportation vers la Chine avec le DG MARE en ce qui concerne la reconnaissance des certificats sanitaires. La DG MARE répond qu'il s'agit d'une question qui relève de la DG SANTE qui renvoie l'affaire aux États membres. En ce qui concerne les relations avec la Chine, c'est la responsabilité de la DG Commerce. En juillet, MAC a envoyé [une lettre à la DG](#) MARE et à la DG TRADE pour obtenir de plus amples informations, mais une réponse est toujours attendue.

La Présidente a ajouté qu'elle avait assisté à certaines réunions du groupe de travail de la DG Commerce sur l'accès aux marchés dans l'espoir d'obtenir de nouvelles informations, mais qu'elle estimait que c'était une perte de temps, car il semble y avoir très peu d'intérêt ou de connaissances à ce sujet au sein de la DG Commerce.

M. Visser a ajouté qu'il s'agissait d'un problème intra-UE que, par exemple, les certificats sanitaires irlandais ne soient pas approuvés par des autorités néerlandaises qui ne sont pas disposées à approuver des captures qui ne proviennent pas de la mer du Nord.

Le président a ajouté que la Chine n'était pas disposée à traiter avec un certificat à l'échelle de l'UE, mais préférait traiter directement avec les États membres uniquement. Elle a ajouté que le niveau de cadmium autorisé est passé de 0,5 mg/kg à 0,3 mg/kg.

Horsfall a déclaré que ce changement n'était pas assez important. Il s'agissait de tester le crabe entier et pas seulement la chair blanche. Jusqu'à il y a 8 mois, la Chine ne testait que la viande blanche, mais elle est revenue pour tout tester. Au Royaume-Uni, seule la viande blanche est testée. Le problème est que la Chine semble penser que le Royaume-Uni contamine d'une manière ou d'une autre le crabe avec du cadmium et que cela provient de la pollution dans le but d'empoisonner la population chinoise. Il convient de préciser qu'il s'agit de niveaux de fond qui sont endémiques dans les mers et que ces niveaux font partie de la composition des crustacés.

M. O'Donnell a parlé des concentrations d'arsenic inorganique et a dit qu'il s'agissait d'une question importante.

ACTION : Le Secrétariat ajoutera la question de l'arsenic inorganique aux termes de référence.

Horsfall a ajouté qu'il y a un problème avec les sentients concernant les céphalopodes et les crustacés qui a été discuté dans le dernier FG. Le projet de loi a été adopté par le Parlement, mais n'a donné lieu à aucune modification législative, mais des guides de pratiques exemplaires ont été produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement sur la façon dont les crustacés vivants doivent être traités. Elle a proposé que cette information puisse être partagée avec le groupe.

Le président a mentionné que cela avait été repris dans l'UE à l'époque, mais n'était pas au courant des développements récents.

Reis Santos a déclaré que la DG SANTE est en train de revoir les règles en matière de bien-être animal, ce qui affectera plusieurs espèces, y compris certaines espèces aquacoles, mais pas actuellement les pêcheries sauvages. Il a ajouté que l'EFSA menait davantage d'études sur le bien-être animal dans l'aquaculture. Un label de bien-être animal est également en cours d'élaboration.

O'Donnell a déclaré qu'il fallait mettre davantage l'accent sur l'aspect scientifique et la gestion, car la demande et les prix du marché avaient de toute façon considérablement augmenté et poussé les gens à se tourner vers l'industrie.

Le président a ouvert une discussion sur l'atelier proposé et il a été convenu de modifier le calendrier dans les termes de référence et de tenir l'atelier à la fin de mars ou au début d'avril.

ACTION : Le Secrétariat modifiera les termes de référence pour tenir compte de la date ultérieure de l'atelier.

M. Mathies demande aux membres s'ils préfèrent organiser l'atelier dans le cadre de la visite du site ou organiser chacun d'entre eux séparément.

Meun a expliqué qu'il avait contacté deux entreprises de transformation du crabe à Urk pour voir si une visite sur place pouvait être organisée pour les membres du FG. Une entreprise a déjà accepté de faciliter une telle visite. Si les membres souhaitent voir l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, il faudrait également visiter l'un des deux ports du nord des Pays-Bas. Des dispositions peuvent être prises à cet effet.

Les membres ont convenu de reporter l'atelier à mars/avril et d'inviter les scientifiques nationaux à faire le point sur l'état des stocks à la prochaine réunion.

ACTION : Le Secrétariat invitera des experts nationaux sur l'état des stocks à la prochaine réunion du FG.

Murphy demande si les lignes directrices du Royaume-Uni peuvent déjà être partagées avec les membres. Il a rappelé la différence de traitement entre la pêche récréative et la pêche commerciale et les deux doivent être traitées de la même façon.

ACTION : Horsfall informera le groupe une fois que la documentation sur les lignes directrices au Royaume-Uni sera finalisée.

4. Aperçu des conseils précédents du NWWAC, du MAC et conjoints et d'autres ressources

À examiner lors de la prochaine réunion.

5. Étapes suivantes

Secrétariat et les membres pour assurer le suivi des points d'action.

6. AOB

n/a

7. Résumé des actions convenues et des décisions adoptées par le président

1	Secrétariat pour assurer le suivi de Peter Breckling, qui avait été membre de l'équipe FG.
2	Mathies de contacter BIM au sujet de ce projet et de faire circuler tous les documents officiels disponibles.
3	Les membres sont invités à communiquer avec les instituts de recherche concernés pour obtenir une mise à jour sur l'état des stocks.
4	d'ajouter la question de l'arsenic inorganique aux termes de référence.
5	Le Secrétariat modifiera les termes de référence pour tenir compte de la date ultérieure de l'atelier.
6	Le Secrétariat invitera des experts nationaux sur l'état des stocks à la prochaine réunion du FG.
7	Horsfall informera le groupe dès que la documentation sur les lignes directrices au Royaume-Uni sera finalisées.

Date de la prochaine réunion : 16 novembre 14h30 CET